

De nouvelles manœuvres déstabilisatrices en Bolivie sont dénoncées



Par Guillermo Alvarado

Des autorités de la Bolivie ont dénoncé la persistance de manœuvres déstabilisatrices et putschistes de la part des secteurs de droite, qui de concert avec des intérêts économiques et étrangers, cherchent à renverser le gouvernement d'Evo Morales, comme il s'est passé récemment au Brésil avec la présidente Dilma Rousseff.

Après l'assassinat du vice ministre de l'Intérieur et de la police, Rodolfo Illanes, par des membres d'une coopérative minière, action déplorable, il y a des secteurs qui essaient de se servir d'une vidéo manipulée sur ces faits, pour essayer de faire croire à l'opinion que le gouvernement n'a suffisamment pas fait pour sauver la vie de ce fonctionnaire.

La ministre des Communications, Marianela Paco, a déclaré que des secteurs de l'opposition prétendent ouvrir un procès parlementaire contre le président Morales, qu'ils rendent responsable de la mort de Rodolfo Illanes.

Rappelons que le vice ministre s'est rendu de bonne foi, à Potosí, pour négocier avec les membres des coopératives et les convaincre de lever les barricades qu'ils avaient dressées et qui bloquaient des routes importantes. Il a été retenu contre sa volonté, puis cruellement exécuté par ses kidnappeurs, qui ont refusé toute négociation.

L'existence de tels films vidéos attire l'attention. Ils n'ont pu être filmés que par des personnes qui se trouvaient sur les lieux au moment où les faits ont été commis. Soit ils faisaient partie du groupe qui a roué de coups ce fonctionnaire jusqu'à ce que mort s'en suive, soit ils en étaient complices ou du moins des témoins clés.

Ce serait naïf de penser que des mineurs exaltés, au point de battre à mort une personne sans défense, allaient permettre à des inconnus de se mettre en premier rang pour filmer le crime qui était commis.

Ce qui ont filmé cette vidéo savaient très bien ce qu'ils faisaient. Cela faisait partie de toute évidence, du scénario de la nouvelle conspiration. La meilleure preuve est qu'au lieu de remettre ces pièces à la justice pour accélérer les enquêtes, ils les diffusent sur les réseaux sociaux et disent que le gouvernement n'a rien fait pour éviter cette mort.

Des plans contre Evo Morales sont concoctés depuis son arrivée au pouvoir en 2006. Rappelons que suite à la nationalisation des ressources naturelles en 2008, une conspiration connue sous le nom de Media Luna a été préparée. Les préfets de Santa Cruz, Pando, Beni, et de Tarija, dans le Sud du pays ont voulu se séparer du pays après avoir déclaré qu'ils méconnaissaient le gouvernement.

En septembre 2008, le préfet de Pando, Leopoldo Fernández, a ordonné le massacre d'un groupe de paysans. Il prétendait inculper le gouvernement pour cette action et demander une intervention des États-Unis. Cette manœuvre a échoué lorsque les autorités ont démasqué les véritables auteurs du massacre.

C'est dans ce contexte déstabilisateur que la soi-disant rébellion indienne a eu lieu en 2011-2012. Elle a été marquée par des accrochages importants.

On se sert maintenant des membres des coopératives minières pour rééditer ce type d'action déstabilisatrice.

Où se trouve la main qui écrit les scénarios de ces conspirations? Bien à l'abri à Washington, dans un bureau qui, sans aucun doute, doit être très proche du célèbre bureau ovale

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/104901-de-nouvelles-manoeuvres-destabilisatrices-en-bolivie-sont-denoncees>



Radio Habana Cuba